

Après les poubelles, ils risquent de s'en prendre à la vraie ordure

LE NOUVEAU

RÉPUBLICAIN

Hebdomadaire Nigérien
d'Informations Générales



12^{ème} Année
N° 554 du 09 Janvier 2025

Prix
300 F CFA

Issoufou Mahamadou à Fillingué?

PAGE 3

Pour voir son fils Abba ou visiter la famille à Tiani ?



D'après certaines sources informées de la capitale, l'ex-président de la république, Issoufou Mahamadou, aurait effectué un déplacement à Fillingué. L'objet de ce déplacement est sujet à caution. Certains avancent que Zaki se serait rendu dans la capitale du Kourfaye pour voir son fils, Sani Mahamadou Issoufou, alias Abba, qui est détenu dans le camp pénal de Fillingué depuis le 21 septembre 2023.

Dossiers politiques pendants devant la COLDEFF

PAGE 4

Interdiction de quitter le territoire national pour certains hommes politiques !



Tensions diplomatiques entre le Niger et le Nigéria

PAGE 4

Le griot-chanteur de Fatawa Tinubu, RARARA, Ko "CHACHACHA" !

Relations France/Afrique

PAGE 5

Le venin de l'AES ronge à petit feu Macron

Exemption des médias privés de l'impôt

C'est bien, mais il reste encore à faire !

Lors du dernier Conseil des ministres du 31 décembre 2024, le gouvernement a décidé d'exempter la profession de journaliste de paiement d'impôt au regard du rôle éminemment important que joue la corporation dans le cadre de lutte pour la conquête de la souveraineté pleine et entière de notre pays, depuis les événements du 23 juillet 2023, date du renversement du régime du président Bazoum Mohamed par l'armée.

En parlant de profession de journaliste, on s'imagine aisément qu'il ne s'agit pas directement des acteurs qui animent les rédactions des médias, il ne s'agit pas non plus des médias publics qui sont des propriétés exclusives à l'Etat qui paie les salaires, assure les locaux et les charges fixes de fonctionnement, mais plutôt des organes de médias privés qui se battent au quotidien pour trouver les moyens de leur survie.

Comme cadeau de nouvel an de l'Etat aux médias privés, cette suppression de l'impôt est un véritable ouf de soulagement. Les promoteurs desdits médias ne peuvent que s'en réjouir. Il s'agit d'un geste louable, qui leur permettra de souffler.

Mais le soutien aux médias privés ne doit pas se limiter à ce seul geste ; le CNSP et le gouvernement se doivent aussi créer les conditions pour que les médias privés aient accès également à la manne publicitaire, pour leur permettre de faire face efficacement à leurs charges de fonctionnement, notamment la location des sièges, les factures et



les salaires à verser aux agents.

Occasion pour nous de demander le sort réservé finalement au projet de loi sur la publicité qui a été élaborée par le Conseil supérieur de la communication, mais qui n'a jamais connu un début de mise en œuvre.

Il faut mettre fin au favoritisme ambiant dans le secteur des médias

et de la communication où le secteur public est priorisé concernant ce volet. Les médias publics raflent tout au détriment des médias privés qui tirent la langue, alors qu'ils font le même travail de service public.

Sans l'accès à la manne publicitaire, il serait illusoire de croire que le privé peut se développer dans notre pays, comme c'est le cas

dans certains pays de la sous-région. C'est un secteur pourvoyeur d'emplois, chaque année, ce sont des centaines de jeunes diplômés qui sortent des écoles de formation au métier du journalisme, de la communication et de la documentation et qui se retrouvent sur les carreaux.

Les structures publiques ne peuvent pas les absorber tous ; il faut nécessairement l'accompagnement du secteur privé qui n'arrive malheureusement pas à amorcer son décollage par manque de ressources financières et matérielles conséquentes.

Même le fonds d'aide aux médias privés, dont l'enveloppe est d'ailleurs dérisoire au regard du nombre pléthorique des postulants, est devenu aujourd'hui aléatoire. On peut l'attribuer aux méritants sur la base de critères préétablis mais ne pas le décaisser. C'est le cas du dernier fonds qui a été déjà réparti, mais qui n'a pas été mis à la disposition des bénéficiaires jusqu'à l'avènement du coup d'Etat du 26 juillet 2023.

Tawèye

Déchéance de nationalité

A qui le prochain tour?

Le Président du Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie, Chef de l'Etat, le général de Brigade Abdourahamane Tiani a signé, ce lundi 06 janvier 2025, un décret portant déchéance provisoire de la nationalité de deux (2) personnes pour diverses infractions prévues et sanctionnées par la loi.

Ainsi, conformément à l'ordonnance du 27 août 2024, instituant un fichier des personnes, groupes de personnes ou entités impliqués dans des actes de terrorisme ou dans toutes autres infractions portant atteinte aux intérêts stra-



tégiques et ou fondamentaux de la Nation ou de nature à troubler gravement la tranquillité et la sécurité publique et fixant les modalités d'inscription et de retrait ainsi que les effets y relatifs, modifiée et complétée par l'ordonnance du 07 octobre 2024, sont provisoirement déchues de la nationalité

nigérienne les personnes dont les noms suivent:

-MAMAN SANI ALI ADAM alias CELON ALI ADAM, né le 1 janvier 1992 à Zinder, fils de ALI ADAM et de AICHE HABOUBA-CAR; de BOUSSADA BEN ALI, né le 27 juillet 1972 à N'Gourti, fils de BEN ALI et de AMINA.

Les personnes ci-dessus citées sont soupçonnées notamment de mener des activités susceptibles de perturber la paix et la sécurité publique; de production et diffusion de données de nature à troubler l'ordre public; de propos à caractère raciste, régionaliste, ethnique,

religieux et xénophobe

Désormais, une autre vague de nigériens est déchu de leur nationalité. Le motif est connu de tous et l'équation du CNSP est simple comme un calcul mental. "Œil pour œil, dent pour dent". Certains saboteurs pensent que de telles décisions sont radicales ; pourtant nous, nous les trouvons indulgentes au vu de la gravité des actes posés par les concernés. A qui le prochain tour ? En tout cas, un homme averti en vaut deux ! A bon entendeur salut !

Amadou. I

Issoufou Mahamadou à Fillingué?

Pour voir son fils Abba ou visiter la famille à Tiani ?

D'après certaines sources informées de la capitale, l'ex-président de la république, Issoufou Mahamadou, aurait effectué un déplacement à Fillingué. L'objet de ce déplacement est sujet à caution. Certains avancent que Zaki se serait rendu dans la capitale du Kourfaye pour voir son fils, Sani Mahamadou Issoufou, alias Abba, qui est détenu dans le camp pénal de Fillingué depuis le 21 septembre 2023. De mémoire d'homme, depuis l'incarcération du ministre du pétrole de Bazoum, Issoufou Mahamadou n'avait jamais rendu de visite à son enfant. Peut-être que le père ne voulait point embarrasser le pouvoir en place par cette visite qui aurait pu être interprétée autrement par les uns et les autres, si elle avait eu lieu. Lorsque l'on sait l'affection qu'il portait pour son garçon, qu'il préparait aussi pour un grand destin national dans les années à venir, l'on était tout de même surpris de son attitude de ne pas aller visiter son rejeton de prisonnier, en plus d'une année de détention. Il est vrai, d'après



des échos qui nous sont parvenus des conditions carcérales d'Abba Issoufou, celui-ci n'aurait pas à s'en plaindre beaucoup, car une dépendance confortable de la du camp pénal lui aurait été aménagée spécialement. Un cuisinier spécialement dépêché de Niamey s'occuperait de la bonne alimentation du "prince déchu". Sa "Fada" (Cercle d'amis) aurait pris ses quartiers à Fillingué afin de tenir compagnie à "illustre prisonnier". Mais, comme le disait Lamartine, le grand poète romantique français du 19ème siècle, « Un seul être vous manque, et tout est dépeuplé » ! Le fiston commencerait à man-

quer au paternel, sentiment naturel, voyez-vous !

Cependant, selon d'autres sources tout aussi avisées de la question, le voyage d'Issoufou Mahamadou sur Fillingué aurait eu un autre objet que la visite à Abba. La source parle d'une visite de courtoisie chez la famille du Président du CNSP, le Général Abdourahmane Tiani. Comme vous le savez sans doute, l'actuel Homme fort du Niger est originaire de Toukounous, une localité située dans le Département de Fillingué connue pour ses célèbres ranchs de bovins. On aurait aussi appris que l'ex-président de la république se

serait rendu dans la famille du Président du CNSP pour une histoire de "Tiani Fabayga" ("Tiani au secours !"). En effet, au regard de la tournure que prend le déroulement de la transition politique actuelle, surtout avec le déclenchement des audits de gestion tous azimuts, au niveau de certaines entreprises publiques (SORAZ, SUMMA), Issoufou Mahamadou serait inquiet pour son avenir. C'est probablement pour cette raison qu'il aurait jugé nécessaire de faire le déplacement dans le Département de Fillingué afin de rencontrer les parents du Général Tiani pour une intercession en sa faveur auprès du Président du CNSP.

Issoufou Mahamadou aurait-il obtenu gain de cause dans son déplacement, c'est-à-dire des garanties d'une impunité totale ? Pour l'instant, l'on n'en sait pas plus sur cette affaire pleine de suspens. Les jours et semaines à venir nous édifieront certainement davantage sur la suite de l'histoire !

Sanda

"Raison de beaucoup d'humeur"

Un caractère propre à Issoufou

Celui qui dans la vie, préfère le beau à l'utile finira, comme l'enfant qui préfère les sucreries au pain, par se gâter l'estomac et par regarder le monde avec beaucoup d'humeur", Cite Nietzsche.

Ce passage me rappelle Issoufou Mahamadou ; lui qui s'est investi dans la construction des édifices pour la beauté des choses qui l'attirent, que de miser dans l'utile notamment les projets alarmants et susceptibles de booster le développement de la Nation. Comme le disait l'autre analyste : "Il ne faut surtout pas confondre le modernisme au développement". Et c'est l'illu-

sion qu'Issoufou a semé dans l'esprit des nigériens tout en oubliant que le Nigérien même ceux de la campagne sont habitués aux buildings et autres... Ils connaissent même mieux les métros que les trains qu'Issoufou a voulu nous imposer, pour avoir visité l'Europe et autres.

Plus attiré par l'argent qu'au succès, Issoufou pris pour prétexte la réalisation de ces gigantesques bâtiments et routes inachevées pour la plupart ; afin notamment de piller le bien du contribuable. Et ce, à travers la surfacturation des coûts des travaux publics réalisés sur le dos du contribuable. Comme exemple,

nous pouvons citer la voie ferrée "d'Issoufou-Bolloré", le boulevard Tanimoune et les différents ronds-points de la capitale réalisés grâce au sponsoring de certaines institutions. D'ailleurs présentement, notamment avec le CNSP, ces ronds-points sont en train d'être réhabilités pour sans nul doute avoir mal été conçus. En somme, au-delà d'avoir arnaqué le peuple nigérien, Issoufou n'a pas tenu promesse quant à la réalisation de ces projets à travers lesquels il a voulu berné les nigériens. Alors, pourquoi la plupart de ces projets n'ont-ils pas été achevés?

Amadou. I

LE NOUVEAU RÉPUBLICAIN
 Hebdomadaire Nigérien d'Informations Générales

Quartier Terminus : RCCM-NI-NIA-1890-
 NIF: 11715/S Tél: +227 96 89 94 84
 Email : lenouveaurepublicain@yahoo.com

Directeur de Publication
 Amadou Ibrahim
 Contact : 99 19 39 87

Conseiller
 Hama Tchouso : Tél. : 96 26 13 81

Rédaction:
 Badjé Hassane
 Taweye
 Amadou Ibrahim
 Sanda Kouma

Service Commercial & Publicité:
 Hassane Djibo
 Tél. : 94 94 63 61

Infographie
 Stanislas G. BODJRENOU

Tirage:
 8 pages 1.000 exemplaires
 sur les presses de La GIN 96 96 97 16

Dossiers politiques pendants devant la COLDEFF

Interdiction de quitter le territoire national pour certains hommes politiques !

Contrairement à ce que pensent certains citoyens, la Commission de Lutte contre la Délinquance Economique, Financière et Fiscale (COLDEFF) ne s'est pas effondrée, seulement, elle aura choisi de travailler dans la plus grande discrétion afin de préserver la dignité des mis en cause. Ainsi, discrètement, l'institution dirigée par le Colonel de Gendarmerie, Abdou Wahid Djibo, serait passée à la vitesse supérieure dans le traitement de certains dossiers d'indélicatesses de gestion publique, notamment des dossiers concernant des hommes politiques.

D'après des sources bien informées, l'on a appris que certains hommes politiques ayant des dossiers à la COLDEFF seraient interdits de voyage hors du Niger afin d'éviter qu'ils ne prennent la poudre d'escampette. Certains de ces pourris politiques auraient émis le vœu d'aller à l'Oumrah pour se confesser et se repentir auprès du Dieu d'Abraham, de Moïse et de Mohamed, mais leurs demandes d'autorisations auraient été catégoriquement rejetées par les autorités compétentes. Dans cette légion de politiciens pourris, on note



principalement des Tarayyistes, des Lumanistes et autres alliés de la MRN. Tout ce beau monde avait dîné ou déjeuné au banquet du régime de la renaissance dans une insouciance totale. Aujourd'hui,

l'heure serait venue pour eux de rendre gorge de tout ce qu'ils avaient volé à l'Etat du Niger. On cite dans cette histoire de gros pontes du PNDS/Tarayya et du Moden-Lumana/FA, en première ligne, et ceux des partis alliés, en seconde colonne. Pour le moment, nous avons préféré taire les noms de ceux qui ont été pris par la patrouille de la COLDEFF afin de ne pas donner l'alerte aux indélicats pour détalier par la fenêtre

Décidément, le CNSP ne rigole plus et tient réellement à refonder la république sans la participation

des pourris du vieux monde politique nigérien ! D'ailleurs, le Président du CNSP, le Général Tiani, avait rassuré les Nigériens qu'il mettrait un point d'honneur à faire élaborer des textes fondamentaux nouveaux très sélectifs pour écarter des futures compétitions électorales toute cette racaille de politiciens pourris jusqu'à la moelle afin de rebâtir le Niger de demain sur de nouvelles fondations plus saines. C'est à ce travail d'élimination qu'est destinée la COLDEFF.

Sanda

Tensions diplomatiques entre le Niger et le Nigéria

Le griot-chanteur de Fatalwa Tinubu, RARARA, Ko "CHACHACHA" !

Les Haoussa ont l'habitude de dire, "Allah waddan naaka ya lalace" ("Qu'Allah maudisse un des tiens égaré") ! C'est sans doute le cas du griot-chanteur de Fatalwa Tinubu, l'artiste Rabiou controversé, qui s'était permis de prendre la défense de son maître Bola Tinubu, suite aux gravissimes accusations portées contre lui par le Président du CNSP, le Général Abdourahamane Tiani, concernant son implication dans le projet français de déstabilisation du Niger. Comme on le sait, ce griot-chanteur s'en était violemment pris, dans une chanson improvisée en haoussa, à notre Président pour les propos que celui-ci avait tenus à l'endroit de son mentor Tinubu. Mais, quelles ne furent les réactions à l'intérieur même du Nigéria, quand, de tous les côtés, Fatalwa Tinubu en aura pris pour son matricule, y compris de la part de ses autres collègues artistes. Il faut le dire, au Nigéria, "The General Tiani" (le Général Tiani) est une icône adulée par l'Arewa (Nord) du grand voisin du Sud. Ses interventions publiques chirurgicales et épiques en haoussa font fureur sur "You Tube" et autres réseaux so-



ciaux ! C'est à un tel monument que le griot-chanteur de Tinubu, qui est d'ailleurs le seul artiste nigérien du Nord à avoir soutenu Bola Tinubu lors de l'élection présidentielle passée, avait osé s'attaquer. Mais, mal lui en a certainement pris, car on ne s'attaque pas à un généralissime de ce calibre qui empêche Tinubu, Ouattara, Talon et Macron de pioncer tranquillement sur leurs lauriers. De surcroît, lorsque c'est un flagorneur de dimanche soir qui s'essaye à cet exercice ô combien périlleux ! Quels hauts faits d'armes Bola Tinubu était-il l'auteur pour lui dédier une chanson ? Depuis quand chante-on les louanges d'un vulgaire dealer qui se promène toujours avec un

bracelet électronique du FBI américain ? C'est à un narcotrafiquant que Rarara avait cru bon de dédier une chansonnette, mon œil ! Probablement que cette accointance entre un président-délinquant et un artiste extravagant repose sur des liens surnois tissés dans le trafic de cocaïne. C'est pour cela que le coup de Rarara contre le Général Tiani n'aura été qu'un simple coup d'épée sous l'eau, un épiphénomène. En revanche, les propos du Général Tiani n'ont pas encore fini de secouer toute la Françafrique, démasquée dans ses plans diaboliques contre les Etats souverains du Sahel, des propos corroborés par le président français, Emmanuel

Macron, lors de son discours de la Conférence annuelle des Ambassadeurs de France à l'Elysée.

En tout état de cause, le Président du CNSP aura largement gagné son pari, celui de saper profondément la légitimité du pouvoir de Tinubu. Sauf accident nucléaire de la dimension de Tchernobyl, l'on ne voit pas comment, raisonnablement, Bola Ahmed Tinubu pourrait briguer un second mandat à la tête de ce grand pays d'Afrique tombé, aujourd'hui, dans la catégorie des pays affamés où des restos du cœur (restaurants populaires créés par l'Abbaye Pierre en France) sont pris d'assaut par les habitants de Lagos, la capitale économique du pays, une métropole de 20 millions d'âmes. Le Nigéria est vraiment tombé sous Tinubu et vivement la fin du calvaire pour les 250 millions de Nigériens.

Nous laissons le dernier mot au Gouverneur de l'Etat de Kano, Abba Kabirou Youssouf, dit Abba Gida-Gida, qui disait que les propos du Général Tiani et ceux de Rarara étaient semblables au Ciel et à la Terre ! No comment !

Sanda

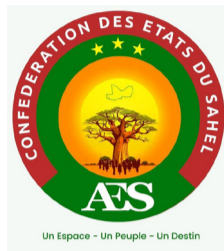
Relations France/Afrique

Le venin de l'AES ronge à petit feu Macron

L'impertinent président français, Emmanuel Macron, a décidément du mal à digérer l'expulsion progressive de ses bases militaires implantées dans ses zones d'influence sur le continent africain. Après le Mali, le Burkina Faso et le Niger où les autorités militaires en place, avec le soutien des populations, ont mis dehors les soldats d'occupation néocoloniale française, c'est au tour du Tchad et Sénégal d'exiger de la France le retrait de ses troupes sur leur territoire.

Nous ne prenons pas en compte l'annonce de la Côte d'Ivoire dont le président, Alassane Dramane Ouattara, est le modèle achevé des présidents défendant la cause néocolonialiste français sur le continent.

Face à la bourrasque contre la France, qui n'est pas prête de s'estomper de sitôt sur le continent, le président Macron a convoqué ses ambassadeurs pour s'en prendre avec une arrogance et un mépris déconcertant aux pays africains, qu'il a qualifiés "d'ingrat". Pour lui, ces pays auraient dit "merci" à la France pour les avoir sauvés d'une disparition inéluctable n'eût été la présence des soldats français sur leurs territoires pour empêcher aux groupes Djihadistes de s'en accaparer. Quelle effronterie ? Quelle



méconnaissance de l'histoire politique contemporaine de la part d'un chef d'Etat français, le plus décrié que la métropole ait eu depuis des décennies. Il n'y a pas de doute ! Le venin de l'Alliance des Etats du Sahel est en train de le ronger à petit feu, n'arrivant toujours pas à digérer la bravoure avec laquelle les chefs d'Etat militaires des trois pays sont parvenus à mettre ses troupes hors de leurs territoires. Il ne s'en revient pas !

Surtout que cette bravoure est en train de faire tache d'huile, gagnant le Tchad et le Sénégal qui ont aussi

dit sans ambages à la Paris de retirer ses bases militaires. Comme pour se donner bonne conscience, Macron a affirmé péremptoirement que le retrait de ses troupes de ces deux premiers pays est de son initiative et s'inscrit dans le cadre d'une réorganisation de la présence militaire française en Afrique.

C'est qui est archifaux ! Le ministre tchadien des Affaires étrangères et le Premier ministre sénégalais, Ousmane Sonko, n'ont pas mis du temps pour sortir et lui asséner la vérité crue à la figure, dénonçant le mépris de Macron vis-à-vis des Africains. Ce sont les deux pays qui ont exigé le départ des troupes françaises sur leurs territoires, c'est clair, c'est net !

C'est un rétrécissement supplé-

mentaire de l'influence française dans ses ex-colonies et tout laisse croire qu'il va se poursuivre avec les sorties hasardeuses de Macron pour insulter les Africains. Les Talon, Tinubu et Ouattara qui continue de défendre les intérêts néocoloniaux et impérialistes de la France sur le continent ont de quoi méditer. Le combat pour la quête de leur souveraineté pleine et entière engagé par les trois pays de l'AES [Le Mali, le Burkina Faso et le Niger) n'est pas mené sur un coup de tête. Il vise à créer les conditions d'une véritable émancipation de nos pays vis-à-vis des puissances occidentales. Le train est lancé et ne s'arrêtera pas.

Tawèye

Les français mangent désormais dans les dépotoirs

Après les poubelles, ils risquent de s'en prendre à la vraie ordure

La nouvelle a parcouru le monde entier, pour une question de survie les français mangent désormais dans les poubelles. Et c'est avec Macron qu'ils connaissent ce sort ; est-ce à dire que Macron est vêtu de poisse. En témoignent l'humiliation qu'il fait subir à la France tant à l'interne qu'à l'externe. Les français dignes de patriotisme ne manqueront sans nul doute pas de dégager cette ordure que représente finalement Macron de leur chemin pour ne pas finir leur vie entre les poubelles tels des microbes.

Les Français mangent désormais dans les poubelles. Stupéfaits nous sommes, de voir cette catastrophe s'abattre sur les français notamment l'un des pays qui vaille que vaille fait croire à la face du monde qu'elle est une puissance. Or, le minimum en ce qui concerne le développement d'une nation qui se dit puissante est d'abord de pouvoir atteindre le cap de l'autosuffisance alimentaire. Quel paradoxe avec cette réalité qui prévaut actuellement en France ; une puissance dans laquelle les citoyens n'arrivent plus à se nourrir ; bref à manger à leur faim. Force oblige, ils sont tenus de faire recours aux poubelles pour une question de survie. Tenez-vous bien, même dans les pays qu'ils qualifient de tiers monde et qui se trouveraient par ailleurs dans des situations d'insécurité grandissante (Terrorisme), aucun citoyen n'a jusqu'ici fait recours aux poubelles en pareille circonstance ; et

ce bien même que sanctions ourdies ont été déployés contre ces pays notamment ceux de l'AES. Au contraire, c'est même pendant les durs moments qu'ils font montre de, résilience, courage et d'engagement irrévocable pour affirmer leur pleine souveraineté. Quoi de plus normal qu'un tel sort leur atteigne ; justement pour avoir eu la malchance d'avoir en lieu et place d'un Chef d'Etat, une véritable ordure. Aujourd'hui, il n'est plus un secret pour personne que Emmanuel Macron est en réalité le "Malheur" de la France. Car, la France n'a été tant humiliée qu'à son époque et notamment du fait de sa mauvaise gestion politique et de son orgueil démesuré non seulement envers ses concitoyens mais aussi à l'endroit des pays qu'ils qualifient de pays de tiers monde. Aussi, il serait important de retenir que depuis que la France et sa Force Barkhane a été chassée des pays de l'AES et autres, elle ne fait que tirer le diable

par la queue. Alors, jusqu'où Macron conduira la France au vu de son attitude qui de jour en jour ne fait que détériorer les relations existantes entre cette même France et les autres Etats. En tout cas, si l'on ne prend garde à ses agitations et à son incongruité qui ne sont plus à démontrer, Macron risque de faire de la France l'un des derniers pays en matière de développement. Et au-delà, ils ne fait que ternir l'image de cette France que ses ancêtres ont pu fonder et modeler en toute discrétion même si cette fondation est basée sur l'injustice, le pillage de nos ressources, l'exploitation de l'Homme par l'Homme et même l'ingratitude. S'agissant de l'injustice, on se rappelle encore de l'enrôlement forcé de nos ancêtres (Tirailleurs) afin d'appuyer la France au cours de la première et seconde guerre mondiale ; puisque cette dernière était en perte de vitesse et presque anéantie à ladite époque par les nazis. D'où un

écrivain français réalisa une œuvre titrée : "la Honte noire de la France". Cela sous-entendrait que la France a été honnie par ses adversaires et cette honte est selon lui, est si obscure que l'auteur de l'ouvrage l'a qualifié de "noire". Dans son ouvrage, il fait cas de la faiblesse de la France qui se croirait une puissance car, il estime que ce sont les africains qui ont fait la guerre en lieu et place des soldats français. Alors n'eût été ceux-ci la France aurait même été rayée de la carte. A cet effet, il lui serait nécessaire de reconnaître qu'elle n'a jamais été à la hauteur et qu'elle dépend de l'Afrique et ses ressources. Si la France dit le contraire, qu'elle nous colle simplement la paix et qu'elle aille se chercher autrement afin de comprendre la réalité des choses.

Amadou. I



TRUMP - OTAN 2025

Le *Financial Times* rapporte que les proches conseillers de Donald Trump en matière de politique étrangère ont apporté à la connaissance des hauts responsables européens, début de ce mois de décembre 2024, que le président élu américain a l'attention d'exiger aux États membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord l'augmentation de leurs dépenses de défense à hauteur de 5% de leur PIB respectifs, contre l'objectif actuel de 2% et dont 1/3 des membres de l'Alliance à l'heure d'aujourd'hui n'arrivent pas à atteindre. Voici le bref décryptage du positionnement au niveau sécuritaire de la future administration américaine dirigée par Donald Trump vis-à-vis des pays-membres de l'OTAN et, surtout, selon mon avis, ses véritables raisons sous-jacentes.

La dette européenne vers les États-Unis d'Amérique

Les deux principaux piliers de la réussite économique que les pays de l'Europe de l'Ouest ont connus dès la fin de la seconde guerre mondiale et jusqu'à aujourd'hui, en tout cas selon la conviction de la classe politique américaine, sont les conditions très favorables au niveau des droits de douane accordées en 1947 par Washington à la production exportée vers les États-Unis depuis les pays européens en ruine, ainsi que l'accès au gaz bon marché obtenu par l'Allemagne via l'accord signé en 1970 avec l'URSS.

En parlant des faveurs douanières accordées par les Américains aux exportations européennes, il s'agit du General Agreement on Tariffs and Trade - l'accord GATT : accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, signé par 23 pays, le 30 octobre 1947, qui a donné par la suite, le 1er janvier 1995, naissance à l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

En ce qui concerne l'accès au gaz bon marché obtenu par les allemands, il s'agit du contrat à long terme « tubes contre gaz », signé entre la République Fédérale d'Allemagne et l'Union Soviétique, le 1er février 1970. L'accord prévoyait la fourniture à l'URSS de tuyaux de grand diamètre et d'autres équipements pour la construction d'un gazoduc vers l'Europe occidentale, contre le gaz russe à des tarifs très avantageux. Le partenariat a connu un grand succès et a été appelé « l'affaire du siècle » en raison du fait qu'il était le plus important dans l'histoire des relations économiques Russo-européennes.

Les années ont passé et l'Europe est devenue économiquement autosuffisante et, par la même occasion, la principale concurrente des



Américains sur les marchés mondiaux, ce qui n'a pas été prévu initialement et est devenu guère plaisant aux yeux des administrations américaines successives.

Aujourd'hui, Donald Trump estime qu'il est temps pour le vieux continent de payer la facture de l'abondance qui lui a été procurée par l'Amérique dès la fin du conflit face à l'Allemagne nazie.

Après l'explosion du gazoduc Nord Stream, réalisée directement ou indirectement par le pouvoir américain sortant - nul doute sur les premiers bénéficiaires de l'action - afin d'aider à réfléchir l'Union Européenne dans « la bonne direction », le président américain nouvellement élu impose aux européens l'augmentation des importations des produits énergétiques américains à des prix très élevés. Le cas échéant, Trump menace d'instaurer des conditions restrictives et des barrières douanières vis-à-vis de la production importée depuis l'UE. Et, par la même occasion, fait clairement comprendre

aux homologues européens que le temps du GATT, de même que celui de l'OMC est révolu.

L'exigence de l'augmentation des investissements européens dans l'OTAN

Bien des années avant le déclenchement de la phase active du conflit entre l'Otan et la Russie sur le sol ukrainien, en juillet 2018, Donald Trump avait déjà suggéré aux membres de l'organisation de doubler leurs dépenses militaires en les portant à 4% de leur PIB, soit très au-delà des 2% qu'ils ont déjà eu du mal à réaliser.

Lors d'un rassemblement public, le 10 février 2024, Trump a renvoyé un message clair aux dirigeants européens : « Si vous ne payez pas et que la Russie vous attaque, je ne vous protégerai pas. En fait, je les encouragerai. Vous devez payer vos factures ! ».

Via la « fuite » organisée auprès du *Financial Times*, Donald Trump fait clairement afficher sa volonté de mettre la pression sur les pays-

membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord en exigeant le passage de 2 à 5% de leur PIB respectif dans leurs dépenses pour la défense.

Bien évidemment, ce qui est sous attendu dans ces nouvelles exigences, ce n'est guère l'investissement supplémentaire dans le développement de l'industrie de défense du vieux continent, mais dans celui des États-Unis d'Amérique avec les bénéficiaires financiers des groupes américains y afférents.

Et même les dépenses supplémentaires qui peuvent être réalisées dans l'industrie de défense « européenne » ne seront qu'une illusion. Illusion cachant la réalité : l'un des principaux bénéficiaires de l'investissement resteront les États-Unis. En parlant, par exemple, d'un des plus grands groupes européens de défense, Rheinmetall, il ne faut pas négliger le fait que parmi ses principaux actionnaires on compte toute une série de géants américains, tels que BlackRock, Fidelity Investments, The Capital Group Companies, Goldman Sachs ou

encore Bank of America. En clair : les économies de l'UE doivent participer dans la résolution des problèmes que l'économie américaine connaît aujourd'hui, si celle-ci souhaite continuer à être militairement protégée ou, plus exactement, supervisée par le leader Outre-Atlantique de l'OTAN. Néanmoins, c'est loin d'être l'unique, encore moins la principale raison des exigences du nouveau leader américain.

La réelle signification de l'initiative de Trump

Quelle est la réelle signification de l'importante augmentation du budget de défense exigée aux pays du bloc de l'OTAN ?

En parlant de la France, l'unique puissance nucléaire au sein de l'Union Européenne, il est à noter qu'en ayant le PIB à hauteur de 2 822,5 milliards d'euros pour l'année 2023, les crédits de la mission défense ont été fixés à hauteur de 43,9 Mrd €, contre 47,2 Mrd € pour l'année 2024. Un grand effort financier a été réalisé pour l'année 2025, en prévoyant le budget défense à hauteur de 50,5 milliards d'euros. Cela étant, il est à souligner que même ce chiffre sera, néanmoins, inférieur à 2% du PIB de l'année de 2024.

En ce qui concerne la première puissance économique européenne qui est l'Allemagne, son PIB en 2023 était de 4 121 milliards d'euros et le budget défense à hauteur de 90 Mrd€ en 2024, ce qui est inférieur à 2,5% du PIB.

Pour un petit pays comme la Belgique, par exemple, les dépenses de défense se sont élevées en 2023 à 6,658 milliards d'euros, soit 1,13% de son PIB, contre 7,9 Mrd €, soit 1,30 % du PIB pour l'année 2024.

Cela signifie qu'hormis les pays baltes, la Pologne et la Grèce qui ont les dépenses de défense traditionnellement très élevées (principalement financées par le budget européen), le passage du budget défense du reste des pays de l'UE ne serait-ce qu'à hauteur de 3% serait tout à fait néfaste vis-à-vis d'autres secteurs tels que le social,

l'éducation nationale ou celui de la santé publique. Le passage du budget défense à hauteur de 5% demandé par Trump ne signifiera rien d'autre que l'effondrement du système politique de l'Union Européenne.

Pour la France, en faisant même un effort sans précédent au niveau de l'appareil de propagande contrôlé par l'actuel pouvoir, avec la fin des hostilités sur le sol ukrainien qui doit, fort probablement, avoir lieu dans l'année à venir, il serait tout à fait impossible de persuader l'électorat français de la véracité de la menace de Moscou - et ceci est au point d'avoir la nécessité de passer le budget défense de 50.5 Mld € en 2025 à 100, voir 140 Mld € dans les années à venir, en se pliant aux exigences américaines. Ainsi, croit-il Donald Trump que son exigence soit réalisable ? Certainement pas.

Certains experts stipulent que Trump, en tant que grand négociateur, veut commencer la négociation en plaçant la barre très haut, afin de la baisser par la suite et d'arriver au niveau qu'il souhaite réellement - par exemple à 3,5% au lieu de 5% du PIB déclaré. En ayant, entre autres, plus de dix ans d'expérience de l'enseignement de la matière « Négociation B to B » dans l'enseignement supérieur, je peux affirmer qu'un tel avis est tout à fait amateur et parfaitement erroné. Commencer une négociation dans le monde occidental en plaçant les objectifs affichés très au-dessus de la « zone de marchandage » - soit très au-dessus du maximum acceptable par l'interlocuteur - cela vaut de tuer la négociation avant même son commencement. Et Trump le sait mieux que quiconque. Mon ancien partenaire Dominique Bouillon qui est l'ancien partenaire de Donald Trump, m'a confirmé par le passé que ce dernier fait bien partie des meilleurs parmi les meilleurs au niveau des capacités à négocier.

Nulle erreur de calcul possible de la part du président américain élu : en formulant de telles exigences, Trump est parfaitement conscient qu'il est tout à fait impossible pour les pays de l'UE d'y répondre posi-

tivement.

Quelles sont, alors, les réels objectifs de son actuelle initiative ?

Aujourd'hui les pays européens, tels que l'Allemagne et la France prétendent toujours à leur place à la table de négociation sur les questions qui détermineront le monde de demain. Notamment dans la négociation avec la Russie sur les conditions de l'arrêt du conflit armé en Ukraine, vu que l'Union Européenne est plus que directement engagée et concernée.

Exclure l'UE en tant que puissance économique ne disposant pas, toutefois, d'une réelle force militaire, de la discussion sur le futur du monde ; l'exclure de la table des négociations face aux « empires » - Russe aujourd'hui et Chinois demain - dont la tentative d'effondrement entreprise dans les dernières années par l'Occident collectif s'est avérée être un échec - cela paraît être l'un des principaux objectifs d'aujourd'hui de l'administration Trump sur la scène européenne. Les satellites traditionnels des Etats-Unis d'Amérique très affaiblis, seront remis à leur place de suiveur et auront le droit non pas à la parole, mais à l'approbation de la politique américaine qui verra le jour dès janvier 2025.

Les leaders de la majorité des pays de l'EU sont tombés dans leur propre piège face à leur électorat. En mettant en place un gigantesque système de désinformation et de propagande antirusse, ils ont réussi à faire remplacer les capacités d'analyse de la majorité de leurs citoyens par les produits de propagande imposés par leurs média mainstream et à faire croire que la Fédération de Russie représente une réelle menace militaire vis-à-vis du territoire de l'EU.

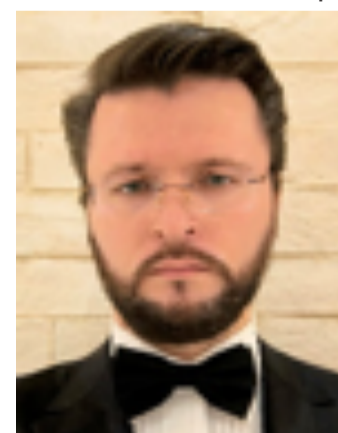
En Europe d'aujourd'hui, allouer les budgets exigés par Washington au secteur de la défense au détriment de toutes autres sphères se situant déjà au bord de la faillite, telles qu'économiques et sociales - c'est signer son propre arrêt de mort politique au niveau national ; ne pas accepter ces exigences - c'est perdre la protection militaire

américaine en mettant les masses électorales apeurées par la propagande dans un tel état qu'elles se considéreront en grande insécurité permanente sous la « menace russe ».

Etant parfaitement conscient que ses homologues européens seront dans l'incapacité de faire volte-face dans leur propagande antirusse - ce qui, le cas échéant, permettrait de ne plus surinvestir dans le secteur de la défense - Trump se situe en position de force et gagne la partie tant dans le cas de l'augmentation significative des dépenses européennes dans la défense, tant en cas d'absence de ces dernières : dans les deux cas l'actuelle classe politique européenne globaliste sortira grandement affaiblie.

Le président américain élu n'oublie guère un autre élément-clé qui est en train de guider sa politique internationale vis-à-vis de l'Union Européenne : la quasi-intégralité des chefs d'états européens se sont ouvertement positionnés auparavant en tant que pro-démocrates américains et, de facto, ennemis de Trump et de tout ce qu'il représente.

Ainsi, l'affaiblissement inévitable par la déstabilisation sur la question de défense européenne de ses adversaires sur l'arène politique européenne, combiné au soutien ouvert à son principal allié politique sur le vieux continent qui est le président hongrois Victor Orban, vise le renversement progressif de la classe politique hostile actuellement au pouvoir dans l'EU et la formation d'une nouvelle qui suivra les pas de la politique hongroise vis-à-vis de la politique et des intérêts de l'administration républicaine Outre-Atlantique.



Oleg Nesterenko
Président du CCIE (www.c-cie.eu)
(Ancien directeur de l'Institut International de la Reconstruction Anthropologique, ancien directeur de l'MBA)

LAGIN

La Grande Imprimerie du Niger



Communication

Imprimerie

Infographie

Serigraphie

IMPRESSION SUR TOUT
SUPPORT

IMPRESSION
NUMERIQUE
grand & petit format

IMPRESSION
OFFSET



BP : 383 Terminus Niamey-Niger
+227 96 86 33 33 / 95 86 33 33
lagrandeimprimerieduniger01@yahoo.com